décrets et arrêtés

PREMIER MINISTERE

NOMINATION

Par arrêté du Premier ministre du 17 octobre 2003.

Madame Zohra Ben Romdhane, est nommée administrateur représentant l'Etat au conseil d'administration de la société nouvelle d'impression, de presse et d'édition, en remplacement de Monsieur Mustapha Khammari, et ce, à partir du 10 octobre 2003.

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL

NOMINATIONS

Par décret n° 2003-2138 du 18 octobre 2003.

Madame Monia Massaoud, administrateur conseiller, est chargée des fonctions de chef de division du conseil régional au gouvernorat de Gafsa, avec rang et prérogatives de directeur d'administration centrale et bénéficie des indemnités et avantages accordés à ce dernier.

Par décret n° 2003-2139 du 18 octobre 2003.

Monsieur Hifdhi Mourou, administrateur conseiller, est chargé des fonctions de chef de division du conseil régional au gouvernorat de Tataouine, avec rang et prérogatives de sous-directeur d'administration centrale et bénéficie des indemnités et avantages accordés à ce dernier.

Par décret n° 2003-2140 du 18 octobre 2003.

Monsieur Zouhaier Miled, administrateur conseiller, est chargé des fonctions de chef de subdivision des réglementations et des élections à la division des affaires politiques au gouvernorat de Nabeul, avec rang et prérogatives de chef de service d'administration centrale et bénéficie des indemnités et avantages accordés à ce dernier.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décret n° 2003-2141 du 20 octobre 2003, portant publication de la convention internationale pour la protection des obtentions végétales.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des affaires étrangères,

Vu la loi n° 2002-83 du 14 octobre 2002, portant approbation de l'adhésion de la République Tunisienne à la convention internationale pour la protection des obtentions végétales, du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972, le 23 octobre 1978 et le 19 mars 1991,

Vu le décret n° 2002-3019 du 19 novembre 2002, portant ratification de l'adhésion de la République Tunisienne à la convention internationale pour la protection des obtentions végétales, du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972, le 23 octobre 1978 et le 19 mars 1991,

Vu le décret n° 84-1242 du 20 octobre 1984, fixant les attributions du ministère des affaires étrangères.

Décète :

Article premier. - Est publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne, en annexe au présent décret, la convention internationale pour la protection des obtentions végétales, du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972, le 23 octobre 1978 et le 19 mars 1991.

Art. 2. - Le Premier ministre et les ministres concernés sont chargés, chacun selon ses attributions, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 20 octobre 2003.

Zine El Abidine Ben Ali